



La CLCV : Consommation, Logement, Cadre de Vie est une association qui défend les intérêts spécifiques des consommateurs et des usagers. Créée en 1952 la CLCV intervient au niveau national et au niveau local sur tout ce qui concerne la défense des consommateurs, la représentation des locataires par la présence des élus CLCV chez les bailleurs sociaux, les usagers du système de santé... Depuis ses origines, son action vise un monde juste et solidaire et s'inscrit dans une optique de développement durable. Elle cherche à faire évoluer les modes de production, de distribution et de consommation pour concilier les impératifs de pouvoir d'achat et d'exigence de réduction des impacts négatifs sur la santé et l'environnement. Un intense réseau de bénévolat épaulé les salariés pour faire vivre l'association. La CLCV siège au sein de différentes organisations, collecte et transmet l'information sur tous les sujets concernant la consommation.

La CLCV fédère un réseau de 312 associations locales et compte 23 000 adhérents au 31 12 2024.

Contact : CLCV UD 68

17, rue de Chalindrey,
68100, Mulhouse.

Site Internet : <https://hautrhin.clev.org>

Les raisons qui rendent pour nous ce projet inacceptable.

Un technocentre à Fessenheim ? Sous cette appellation nous découvrons une fonderie de métaux très faiblement radioactifs à des fins de « valorisation ». Nous réfutons ce terme qui, pour nous ne convient pas pour des déchets radioactifs. La CLCV ne veut pas de cette nouvelle installation nucléaire.

Voici les points essentiels que nous développons ci-dessous :

EN BREF.

Malgré toutes les assurances apportées au cours du débat et la présentation faite par les porteurs et partisans du projet avec beaucoup d'énergie et de moyens, ce technocentre ne manque pourtant pas de nous inquiéter au regard des rejets divers qui se produiront tout au long du process, sans parler des soucis liés aux transports dangereux nécessaires pour l'apport des matériaux à traiter mais aussi l'évacuation des résidus des opérations ainsi que des risques pour l'eau. Les précisions données sur le financement de l'opération ne sont pas en mesure de nous convaincre non plus. Nous avons aussi de sérieux doutes sur les retours sur investissement.

La CLCV ne pourrait que souscrire à l'objectif annoncé d'économie circulaire mais dans de telles conditions nous n'en voulons pas.

Plus que tout, nous sommes inquiets du fait que l'acier obtenu sera disséminé dans des objets de la vie quotidienne sans aucune transparence et sans traçabilité.

Et quand bien même cette opération dite de recyclage nous débarrasserait d'une certaine quantité de déchets, cela occulterait l'immense problème des déchets que l'industrie nucléaire produit dans tous les domaines où elle intervient.



Point de vue de la CLCV Reprise des points évoqués ci-dessus.

Inquiétudes par rapport aux transports dangereux nécessaires.

D'abord pour l'apport des matériaux à traiter. Des métaux (très faiblement radioactifs) dits TFA arriveront à Fessenheim. Ils ne seront pas les seuls. D'autres pièces métalliques immenses pour certaines et moyennement radioactives, feront partie des matériaux à traiter. Ainsi les générateurs de vapeur dont l'intérieur est contaminé qui seront découpés sur place s'ils ne l'ont pas été au préalable convergeront vers Fessenheim. Cette arrivée massive de déchets nucléaires à Fessenheim nous préoccupe au plus haut point. D'autant que pour rentabiliser l'installation, il faudra ratisser large quand les déchets français à traiter ne seront plus suffisants. On ne sait pas encore de façon précise quels moyens d'acheminement seront utilisés. Que ce soit par le rail, par la route, par voie fluviale, attention danger. Même si les emballages sont présentés comme sûrs un accident suivi de dissémination de toxicité n'est pas à exclure.

L'évacuation des résidus des opérations posera le même type de problèmes aggravés par la concentration de radioactivité qui suivra le traitement.

Quoiqu'il en soit, ces transports seront à l'origine de gaz à effet de serre à ajouter aux nuisances subies par l'entourage et plus largement les riverains des localités traversées.

Soucis liés aux rejets divers qui se produiront tout au long du process.

Nous apprenons que les effluents gazeux seront filtrés, les filtres conditionnés et envoyés vers des filières de stockage après différentes étapes techniques dont la présentation est destinée à nous rassurer. De même, les effluents liquides radioactifs seront collectés et évacués vers des filières dédiées. Là encore, tout est fait pour limiter à un degré extrêmement faible les rejets et éviter les impacts sur la santé, nous dit-on.

Dans les deux cas, on nous donne des estimations de rejets très faibles mais tout rejet est à prendre avec circonspection dès lors qu'il s'agit de radioactivité et il reste in fine encore beaucoup de déchets à traiter dans ces opérations.

Des procédés chimiques et mécaniques seront aussi nécessaires pour faire baisser la radioactivité lors de la préparation des pièces avant fusion. Des opérations tout aussi susceptibles de générer des pollutions.

Préoccupations pour l'eau.

Les risques pour l'eau alors que la nappe phréatique proche est déjà bien vulnérable ne doivent pas être pris. Que ce soit sur la quantité prélevée ou sur les pollutions probables de la nappe malgré les traitements prévus, il faut penser à préserver la ressource, ce bien inestimable. Les assurances données sur ces points sont-elles vraiment fiables ? Que la ressource soit dégradée d'une façon ou d'une autre serait pour nous inacceptable.

Le financement de l'opération.

Il n'est pas assuré quoiqu'en disent ses partisans. Les provisions mises en avant existent-elles en quantité suffisante pour assurer tous les coûts ? Nous avons de sérieux doutes là-dessus de même que sur les retours sur investissement. Pour tout dire, nous savons d'ores et déjà que le consommateur par ses factures d'électricité et le contribuable par ses impôts, paieront les dépassements qui ne manqueront pas de se produire. Nous savons par expérience que les surcoûts par rapport aux prévisions sont la règle chez EDF. Les mises en garde de la cour des comptes sont éloquentes au sujet de tous les dépassements de budgets liés au nucléaire.

La vente d'acier ne saurait être suffisamment rentable pour éponger des coûts élevés dans un contexte de marché fluctuant.

Vous avez dit économie circulaire ?

La CLCV ne pourrait que souscrire à l'objectif d'économie circulaire, sujet dont nous nous préoccupons de longue date, bien avant que cela soit mis en avant à tous les niveaux, dans certains cas d'ailleurs, comme simple alibi de vente. En l'occurrence le fait de réduire un peu la quantité considérable de déchets issus des centrales nucléaires devrait nous séduire

mais le recyclage en question a de quoi tempérer largement notre éventuelle satisfaction. Puisqu'il s'agit de recycler des déchets métalliques radioactifs. Utiliser des déchets nucléaires dans le domaine public, interdit en France jusqu'à ce qu'une loi opportune supprime cette précaution, n'est pas acceptable pour les consommateurs que nous sommes.

Ce n'est pas parce que d'autres pays l'ont fait que la France devait prendre ce risque.

Refus catégorique du « recyclage » de l'acier tel qu'il est prévu.

Utilisation de l'acier obtenu après fusion.

Nous sommes inquiets du fait que l'acier obtenu sera disséminé dans des objets de la vie quotidienne sans aucune transparence et nous pensons que cela ne doit pas se faire. Le manque de traçabilité de cet acier est délibéré car qui achèterait des biens fabriqués à partir de déchets nucléaires ?

Quelle garantie avons-nous en tant que consommateurs de l'homogénéité et de l'innocuité réelle de cet acier ? Et quelle assurance que la radioactivité a bien disparu du métal et se retrouve entièrement dans la couche supérieure du métal fondu, dite le laitier ?

Homogénéité ? Dans les lingots issus de la fonderie les zones à radioactivité plus élevée seront impossibles à détecter.

Innocuité ? Les recherches sur les effets cumulatifs à long terme des faibles radiations s'avèrent selon l'IRSN (à présent fondue dans l'ASN) d'une grande complexité et doivent se poursuivre, autrement dit pour nous, en attendant on n'est sûr de rien et le principe de précaution imposerait de s'abstenir.

En aucun cas, nous ne voulons qu'on fasse prendre aux citoyens le risque d'effets néfastes sur la santé.

Preuve de la décontamination réelle et complète des lingots ? Il n'y en a aucune.

Le fait que le technocentre sera considéré comme une ICPE et contrôlé par la DREAL de façon moins contraignante que ne le serait une INB

sous la surveillance de l'ASNR n'est pas davantage pour nous rassurer.

Des métaux TFA (très faiblement radioactifs mais pas seulement ceux-là) arriveront à Fessenheim. Des métaux un peu moins radioactifs mais toujours radioactifs partiront « incognito » vers l'industrie métallurgique et des déchets plus contaminés quitteront le centre pour être stockés. Où est l'intérêt ? Nous n'en voyons pas et ne voulons de cette fonderie nucléaire quoiqu'on puisse nous en conter. Pour nous consommateurs, c'est non.

La comparaison avec la radioactivité naturelle ne fait pas sens pour nous. Là où elle existe on essaye de la combattre la sachant toxique et inutile d'en rajouter de façon artificielle.

Trop de déchets nucléaires en héritage.

On nous dit que la production d'électricité n'a rien à voir avec la problématique en débat mais nous pensons justement que les deux sujets sont liés.

Nous ne sommes pas des enfants qui écoutent bouche bée des contes à dormir debout. La possibilité d'un recyclage du nucléaire n'est qu'illusion.

Cette opération dite de recyclage prévue pour nous débarrasser d'une certaine quantité de déchets, nous savons d'ores et déjà que ce ne serait qu'à la marge car les quantités soustraites à l'entreposage seraient faibles au regard des tonnages restant toujours à traiter. Plus que tout, cela occulterait l'immense problème des déchets de haute et de moyenne activité dont certains à vie longue que l'industrie nucléaire produit. La sécurité sur le long terme du stockage et de l'entreposage de ces matériaux ultra dangereux n'est pas acquise. On cherche à nous rassurer sur la réduction des déchets alors que les projets de construction de nouvelles centrales ne feront que d'en créer de nouvelles quantités ingérables qui s'ajouteront à celles qui encomrent déjà des sites sursaturés.

Même inquiétude face à la partie la plus radioactive obtenue, le laitier, lors de la séparation effectuée dans le four, elle s'ajoutera à d'autres déchets très contaminés.

Le nucléaire la solution ?

Ce pseudo-recyclage allégué pour faire accepter la pilule de la reprise du nucléaire ne rend pas plus acceptable la poursuite d'une industrie qui est un gouffre financier sans fond, n'est pas maîtrisée, freine la recherche sur des énergies propres et leur développement, rend la France dépendante en combustible nucléaire et génère des déchets redoutables pour l'avenir.

Non, l'énergie nucléaire ne résoudra pas la crise climatique car ce n'est pas vraiment une énergie décarbonée. Si les centrales n'émettent pas de gaz à effet de serre pendant leur fonctionnement, toutes les opérations antérieures et postérieures nécessaires sont loin d'être neutres en carbone. Le nucléaire civil est étroitement lié au nucléaire militaire et a répandu auprès de l'opinion publique le même culte du secret. C'est à partir du plutonium produit dans les centrales qu'est fabriquée la bombe atomique.

Pour le bien des générations futures allons vers les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les renouvelables – ceux qu'on sait maîtriser - avec pour maître mot : la SOBRIÉTÉ.

L'emploi nous préoccupe à juste titre.

Un autre point important pour nous c'est l'emploi. Nous sommes sensibles à la création d'emplois qui devait en découler. Cet aspect participe pour beaucoup à l'acceptation du centre dans le secteur. Mais là encore, avec le nucléaire on a peut-être déjà loupé le coche outre que ces emplois seront dangereux pour les travailleurs et pas assez nombreux pour justifier ce projet. Ce n'est pas ce type d'emplois que nous souhaitons.

Il paraît que les entreprises se bousculent pour s'installer à proximité ? Pas étonnant au regard des infrastructures qu'on leur offre. Un projet de territoire avait été élaboré sur le secteur pour l'après Fessenheim. Il faisait fi du nucléaire.

La CLCV demande de longue date des industries dont le but est de créer pour le bien-être de l'humanité au lieu de la détruire et qui sont à l'origine de tout autant d'emplois.

Ce projet ne va pas dans ce sens.

CONCLUSION

La fermeture de la centrale qui a été contestée par beaucoup de monde a aussi été un immense soulagement pour beaucoup d'autres. On pensait en avoir fini avec le nucléaire sur notre territoire et voilà qu'on en remet une couche et quelle couche. Fessenheim et plus largement le Gd Est payent et continueront à payer un lourd tribut à l'industrie nucléaire largement développée en France sans n'avoir jamais fait l'objet du moindre débat et sans la moindre transparence.

Nous disons : Que ceux qui produisent des déchets radioactifs en assurent la charge sans transférer les risques induits à la population. Nous craignons aussi que l'exception devienne la norme et que des apprentis sorciers soucieux de revenus juteux n'imaginent de s'engouffrer dans la brèche pour proposer d'autres recyclages « bidon ».

Stop à ce projet fou de technocentre au coût démesuré et plus largement à l'énergie nucléaire réclamée par ses partisans. Le recyclage allégué n'est que poudre aux yeux pour faire passer la pilule amère de la reprise de cette énergie mortifère. Notre territoire ne doit pas être la poubelle du nucléaire, il mérite mieux, c'est le moindre des égards que nous puissions avoir envers les générations futures.

